ANNABA

7 600 logements non conformes aux normes urbanistiques

Annaba pourrait mieux gérer son développement socioéconomique. Tel est, en substance, le constat établi par M. Mohamed Ghazi, wali d'Annaba, ce dernier jeudi à l'issue de sa rencontre avec les représentants de la société civile.

Comme moyens pour atteindre cet objectif, le directeur de l'exécutif de la wilaya préconise une meilleure communication entre ses structures et les associations civiles, la cohésion entre les directions décentralisées des différents ministères et un peu plus de transparence dans la gestion de ces dernières. Tout en égratignant au passage quelques responsables d'administration à l'image de la direction du logement et des équipements publics ou en louant les efforts pour le développement du tourisme consentis par des opérateurs économiques comme le groupe d'hôtellerie Benouhiba, M. Ghazi a souligné le flou qui préside au destin de certains programmes lancés par l'Etat. Emploi, éducation, santé, habitat, travaux publics, urbanisme, industrie, environnement, hydraulique, tourisme, enseignement supérieur... Le wali de Annaba semble avoir, préalablement à cette rencontre, recensé et fait l'inventaire des problèmes auxquels étaient confrontés les populations des douze communes de sa wilaya. «Il est urgent de mettre de l'ordre dans l'ensemble des secteurs en définissant avec précision les missions et les prérogatives des uns et des autres. Les portes de mon cabinet et de toutes les administrations seront ouvertes aux représentants de la société civile pour débattre des problèmes et proposer des solutions», a-t-il affirmé. Ce rappel à l'ordre se veut être une mise en garde à l'adresse de certains membres de l'exécutif de la wilaya en direction desquels ont été pointés un doigt accusateur quant au manque de transparence dans la gestion des affaires en charge de leur structure. Il était temps qu'il intervienne.

En effet, ces dernières semaines des administrations de la wilaya sont secouées par des affaires de bureaucratie, corruption et trafic d'influence. En rendant publiques, dans la foulée, les grandes lignes de son plan d'action où s'égrènent le logement, l'école, l'insertion professionnelle, l'urbanisme, un meilleur suivi du quotidien des 640 000 habitants d'Annaba, M. Mohamed Ghazi précise les contours de la mission impartie à son administration. Il a par ailleurs révélé que «plus de 7 000 logements ne sont pas conformes à ce qu'ils doivent être. Ce qui a donné lieu à des contestations des attributaires quant à la destination réelle prise par les finances destinées au respect des normes de construction d'habitations dont ils ont bénéficié».

Photo : DR

7 000 logements hors normes.

De là à affirmer que les services de l'inspection générale des finances devraient être sollicités plus d'une fois à Annaba, il n'y a qu'un pas que beaucoup participants à cette rencontre wali/société civile ont franchi. Il a ajouté : «Outre les 3 000 dont les travaux seront lancés prochainement à Sidi Salem, nous allons demander l'octroi d'un programme d'urgence pour la réalisation de 5 000 autres logements.»

Mais à vouloir recadrer un peu trop brutalement la mission de l'administration locale, le wali ne risque-t-il pas de décourager les responsables à l'origine de véritables prouesses ? C'est notamment le cas des directions de l'hydraulique, travaux publics, environnement, emploi, petites et moyennes entreprises, mine et industrie, tourisme, culture... En annonçant que dans les prochains mois deux investisseurs, l'émirati Sidal pour la réalisation de différentes infrastructures socioéconomique à Sidi Salem et Annaba et l'égyptien Drim pour un complexe hôtelier à proximité de la plage Djenane El-Bey (Seraïdi), créeront respectivement 10 000 et 5 000 emplois directs, le wali a suscité un fort émoi parmi l'assistance. Cette annonce a eu le mérite de rappeler que du seul point de vue économique, la wilaya d'Annaba dispose d'un potentiel encore intact. Il lui a valu l'intéressement de nombreux autres investisseurs nationaux et étrangers.

Si elle a eu le mérite de clarifier la position sur certains dossiers d'actualité, cette rencontre a révélé que les opportunistes sont encore en nombre.

Ce jeudi, beaucoup sont intervenus pour ne rien dire, pour insister sur le cumul de leurs différentes qualités jusqu'à devenir ridicules ou pour demander audience au wali.

A. Djabali

PLATS TRADITIONNELS

L'été, Khenchela préfère sa cuisine ancienne

Nombreux sont les habitants de la ville de Khenchela qui, en été, se reconvertissent en clients fidèles des restaurants spécialisés dans les plats traditionnels.

Persque tous les mets traditionnels prisés dans la région des Aurès sont proposés par de jeunes restaurateurs qui, au regard de la demande dont ils font l'objet, semblent faire de bien bonnes affaires, ce qui explique d'ailleurs leur prolifération dans toute la ville.

Pour donner une impulsion aux affaires pendant la saison chaude, ces chefs ne manquent jamais d'ajuster leur menu en fonction à la fois de la demande et des exigences du climat.

Ils proposent ainsi moins de chekhchoukha et autre berkoukès, à l'évidence très lourds à digérer en cette période de canicule, mais beaucoup plus de mets légers dont l'incontournable couscous au petit-lait et les divers types de galette (khobz eddar, matlou' et rekhssiss), en plus des pâtisseries de circonstance comme le r'fiss, le zirawi, le mesfouf, lebraj et autre merchouch. La majorité de ces mets se consomment immanquablement avec du petit-lait ou du lait fermenté, avec les beurres et les fromages de ferme, dont le célèbre bouheza, ou bien avec du miel.

Certains les consomment sur place, chez le restaurateur, alors que d'autres préfèrent les emporter à domicile. Aussi, plusieurs de ces restaurants aménagent-ils des pavillons spéciaux pour les familles par respect des exigences sociales de discrétion et de «horma», des valeurs bien réelles et toujours vivaces dans cette région comme d'ailleurs dans bien d'autres.

Pour plus d'authenticité et pour la beauté du cadre, ces restaurants utilisent aussi des services de table traditionnels avec notamment des assiettes et plats en terre cuite ou en bois. Parmi leurs clients figurent aussi les personnels travaillant à Khenchela loin de leurs lieux de résidence initiaux mais aussi les gens de passage, les voyageurs y faisant des haltes et les fins gourmets appréciant, dans l'ensemble, ce qui reste de l'art culinaire ancestral de la région. Les cuisines sont, ici, systématiquement tenues par des femmes payées à la journée ou au mois. Est-ce un gage d'hygiène et de propreté ? peut-être.

En tout état de cause, ce type de gargotes se pose déjà en véritable rival pour les restaurants modernes et autres pizzerias et fast-foods. Immatriculés au registre du commerce et exerçant donc en toute légalité, ils sont, en tout cas, régulièrement contrôlés par les agents de la wilaya en charge de cette mission de salubrité publique.

Leurs tarifs sont en outre très compétitifs comparés aux autres restaurants mais ce n'est visiblement pas là la motivation de leurs clients les plus assidus. C'est surtout la nostalgie des saveurs anciennes qui expliquerait la croissance de leur nombre et la fréquence de leur fréquentation. Dans les campagnes par contre, ces plats n'ont jamais vraiment fait défaut et demeurent à ce jour les plus prisés, dès lors qu'il est admis que ce genre de nourriture réputée saine fournit aux campagnards toute l'énergie journalière nécessaire au travail de la terre et à l'entretien des fermes.

Les plats des ancêtres étaient et sont également présents à l'occasion des grandes actions de volontariat communautaires, dites «touiza», pour moissonner un champ, creuser un puits ou un «matmor» (réserve de céréales) ou encore construire un logis, fût-il de fortune.

En guise de plat de résistance, un jeune bouc est parfois immolé pour la circonstance et sa bonne chair utilisée pour la préparation d'un couscous collectif à ne surtout pas rater.

APS

AIN-TÉMOUCHENT

Arrivée de la caravane politique et culturelle du Polisario

Une importante délégation d'une cinquantaine de Sahraouis, conduite par le ministre de la Population et de l'Habitat de la RASD, est arrivée vendredi dernier dans la wilaya de Aïn-Témouchent pour une visite de trois jours. Venue de Sidi-Bel-Abbès, la délégation, constituée d'une dizaine d'hommes politiques (un ministre, quatre walis et plusieurs élus) et d'une quarantaine de personnes formant la caravane culturelle de la RASD, elle a élu domicile à la résidence touristique Benchaâbane de Terga. Dans une courte intervention, Salek Boubah, ministre de l'Habitat et de la Population, de l'Aménagement du territoire libéré de la RASD, à son arrivée à la salle d'honneur de la bibliothèque nationale Malek-Bennabi, a tenu à remercier les autorités locales civiles et militaires de la wilaya de Aïn-Témouchent pour l'accueil qui leur a été réservé.

Il a fait part aussi du message de fraternité du peuple sahraoui au peuple algérien, l'hôte témouchentois n'a pas omis de rappeler les centaines de cadres sahraouis (médecins, professeurs) qui ont été scolarisés et formés dans la wilaya durant les dernières années. Il est utile de noter que des collégiens sahraouis fréquentent toujours le CEM Emir-Khaled du chef-lieu de wilaya. Dans l'après-midi, la délégation sahraouie a dressé plusieurs tentes dans la Maison de la culture où des produits artisanaux, tels que des habits, bijoux et objets, ont été exposés, alors que durant la nuit de vendredi, un gala de variétés a été donné par les membres de la caravane culturelle. Pendant le séjour de la délégation sahraouie, des journées culturelles et politiques seront organisées à la Maison de la culture, ainsi que des rencontres avec les élus de la wilaya de Aïn-Témouchent et des représentants de la société civile durant les trois jours de cette caravane politique et culturelle du peuple sahraoui.

S. B.

GUELMA

Le marché couvert Hacène-Harcha livré à lui-même

Edifié en plein centre-ville de Guelma durant l'époque coloniale, le marché couvert Hacène-Harcha était particulièrement prisé par les familles guelmies qui y faisaient dans un passé récent leurs emplettes dans un cadre sain et harmonieux. Les marchands rivalisaient d'ingéniosité, de savoir-faire en exposant leurs légumes et fruits, frais et bien propres, leurs viandes rouges et blanches dans le strict respect des normes d'hygiène. Les poissonniers proposaient au sous-sol une variété de poissons frais : sardines, rougets, merlans, soles, mérous...

Ce centre commercial, fierté de la ville historique du 8 Mai 1945, dépérit au fil des ans, car sérieusement concurrencé par l'imposant marché (informel du boulevard du Volontariat, sur les hauteurs de la ville. Les marchands ambulants et les vendeurs à la sauvette cèdent leurs marchandises à de bas prix. Soumis aux charges fiscales, les commerçants du marché couvert on baissé rideau, au grand dam des clients fidèles, agressés par les lieux, désormais vides. Ce patrimoine communal ne fait l'objet d'aucun entretien de la part des responsables de la ville ; bien au contraire, il offre un spectacle désolant : murs lézardés et sales, plafonds fissurés et absence d'hygiène. La façade arrière est un dépotoir à ciel ouvert. Cette situation, qui du reste est favorisée par la passivité des élus locaux, les Guelmis la dénoncent et tirent la sonnette d'alarme.

B. A.

MILA

Des citoyens dénoncent leur isolement

Dans une pétition signée par plus de 250 habitants de quatre mechtas relevant de la commune de Ferdjioua, à savoir Beni-Ouakdène, Lemrabtine, Hmara supérieure et inférieure, adressée au wali de Mila et dont une copie nous a été remise, ces derniers se plaignent et dénoncent l'isolement qui leur a été «imposé» depuis novembre 2007, et ce, suite à l'arrêt des travaux, sans justification apparente, et le départ précipité de l'entreprise qui a, entretemps, remué de fond en comble la route qui mène vers ces hameaux, dans le cadre de l'entame des travaux de réhabilitation de ce chemin communal très fréquenté et qui les relie à Ferdjioua.

Dans leur requête, ces habitants n'arrivent pas à expliquer cet état de fait ni le pourquoi de ce brusque arrêt des travaux, qui pénalise en fait des milliers d'habitants de ces mechtas qui souffrent le martyre lors de leurs déplacements quotidiens, obligés souvent à traverser Oued Bouslati, avec tous les risques encourus. Ils sollicitent l'intervention du premier responsable de l'exécutif de wilaya dans une ultime tentative pour mettre fin à ce fait accompli, inexplicable et inexpliqué.

A. M'haïmoud